

Questions orales

L'ÉNERGIE

LES PERTES D'EMPLOIS EN ALBERTA

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Hier, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dit à propos des dizaines de milliers de licenciements projetés en Alberta que la situation était catastrophique. Est-il d'accord avec cette description? Dans l'affirmative, qu'est-ce que le gouvernement compte faire pour remédier à la situation?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, nous avons reconnu cette situation parce qu'elle existe et, depuis plusieurs mois, le gouvernement, mon prédécesseur et moi-même avons appliqué de nombreuses mesures. Je me retrouverai moi-même cette semaine à Calgary pour poursuivre cette action entre le gouvernement canadien, la province d'Alberta et l'industrie et, cette fois-ci, dans le domaine du gaz.

[Traduction]

ON DEMANDE D'ANNONCER DES MESURES
GOUVERNEMENTALES

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Nous avons proposé d'instaurer un prix plancher négocié pour protéger les petits exploitants ou les petites entreprises de l'Alberta et des autres provinces de l'Ouest. Puisque le ministre reconnaît que la situation dure depuis des mois, quand compte-t-il agir et annoncer des mesures précises?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le gouvernement a annoncé depuis plusieurs mois un grand nombre de mesures en faveur de l'industrie du pétrole et du gaz. Nous poursuivons dans cette direction. Le gouvernement de l'Alberta a déjà annoncé et annoncera d'autres mesures. Une conférence fédérale-provinciale sur les questions d'énergie, la première depuis 1978, aura lieu au mois de janvier. Ce gouvernement se préoccupe de la question de l'énergie et il le fait avec tous les partenaires, les provinces et le secteur privé.

* * *

LA SANTÉ NATIONALE

L'ÉDUCATION SEXUELLE—LA PRÉVENTION DU SIDA

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Selon le Dr Everett Koop, chef des services de santé des États-Unis, l'éducation sexuelle est le principal moyen de lutter contre le SIDA, dont la propagation sera multipliée par 12 durant les cinq prochaines années. Le ministre peut-il nous

dire si son gouvernement a l'intention de mettre sur pied un programme de prévention?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je sais ce que le chirurgien général a dit au sujet du programme aux États-Unis. Déjà nous avons pris des mesures analogues. Si la députée examine le plan quinquennal du gouvernement, elle constatera qu'il vise non seulement à accroître les fonds de recherches sur le SIDA, mais encore à lancer une campagne d'information pour faire comprendre clairement à la population qu'elle doit se renseigner afin de se protéger contre la propagation de cette maladie.

[Français]

ON DEMANDE PLUS DE FONDS

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, le ministre peut-il nous assurer que de nouvelles sommes d'argent seront consacrées à des programmes d'éducation, mais spécifiquement à des programmes d'éducation sexuelle?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, la députée fait partie de ce comité. Le gouvernement précédent avait proposé un programme de peu d'envergure. Quand au début le SIDA a été identifié, il y a eu une réaction. De toute évidence, le problème s'est aggravé et le nombre de cas s'est accru. Nous avons donc présenté un programme quinquennal auquel nous avons affecté 39 millions de dollars. Il s'agit de nouveaux fonds, comme le gouvernement l'a signalé, consacrés à l'information et à la recherche. J'espère que la députée va commencer à l'appuyer.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

L'ANNONCE DE LA FERMETURE D'UN OBSERVATOIRE
ASTRONOMIQUE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Le premier ministre et lui ont affirmé à maintes reprises que le gouvernement avait pour objectif de doubler nos efforts dans le domaine de la recherche scientifique. Étant donné cet engagement, pourquoi avons-nous appris aujourd'hui qu'on allait fermer dans un avenir très rapproché un de nos observatoires de recherche astronomique de calibre international?

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, comme je l'ai répété à maintes reprises, nous allons dépenser tout l'argent nécessaire pour mettre vraiment le Canada et ses industries à l'avant-garde à tous les égards.

M. Orlikow: Le ministre n'a pas répondu à ma question.